



COMITE TECHNIQUE DE SECTEUR
ASCT(P), CBOR(M) et ADM
DE LA REGION DE MARSEILLE



Nice, le 28 avril 2009



**« MESSIEURS DAMES » DE LA DIRECTION
VOTRE POLITIQUE A UN COUT,
CELUI DE LA SURETE**



Tous les signaux sont au rouge !!!

Face à la recrudescence de la fraude et de la violence, la situation est des plus préoccupantes pour les ASCT.

Personne n'est épargné, que l'on soit au TER, en Grande Ligne, à la réserve ou en équipe LAF.

Après des mois de février et mars catastrophiques, le mois d'avril s'achève dans un climat d'insécurité grandissant pour les agents, mais également pour les voyageurs.

La Cgt a interpellé la direction de l'entreprise afin qu'elle s'attache à prendre les mesures nécessaires pour que ses personnels puissent effectuer leurs missions dans des conditions de sécurité optimales

Hélas, comme à son habitude cette dernière tente de se retrancher derrière des éléments sociétaux pour se dédouaner de ses responsabilités.

Précisons qu'en nous resservant sans cesse ce discours réchauffé, elle perd tout crédit chez ses agents et constatons que la direction met plus rapidement en œuvre des projets nocifs pour ses agents, que des décisions nécessaires pour leur sécurité.

Prenons le temps de revenir sur un passé récent où lors de la ré-ouverture de la ligne Cannes-Grasse. La Cgt avait alors alerté la direction pour qu'elle prenne les mesures nécessaires à une ouverture commerciale réussie.

Qu'avait elle fait ? Rien ou en tout cas si peu...la suite nous la connaissons toutes et tous que trop bien...

Fraude, dégradation, incendies, rackets, agressions violentes, phénomènes de bande, caillassages,...La liste des méfaits est encore longue.

On aurait pu penser qu'une direction ne répète jamais les mêmes erreurs (*on l'écrit mais sans y croire* ☺), Et bien non... !!!

L'actuel directeur TER PACA (son prédécesseur, celui qui a été viré comme un mal propre, avait déjà eu à traiter ce dossier sureté), et le Directeur de région ne semblent pas préoccupés par cette situation d'insécurité que rencontrent cheminots et usagers, dans nos gares et à bord de nos trains.

Cette politique de « l'autruche » est illustrée parfaitement par ce que nous vivons sur la ligne d'Aix-Marseille réouverte récemment et qui connaît les

mêmes problèmes que celle de Grasse, dus en majeure partie à un manque de moyens.

Les agressions et autres actes délictueux ou de violence sont constatés au quotidien par les ASCT présents sur ces circulations et se trouvent être la cible d'une forme chronique de délinquance.

Pour la Cgt, il est urgent de conforter la présence sur la ligne d'Aix des ASCT (titulaire et équipe LAF), mais également de mettre en place des moyens proportionnés pour travailler dans des conditions normales et reconquérir le terrain, malgré les dissimulations de la direction dans la consultation de la base CESAR (Evènements sur la sûreté officiellement répertoriés).

Nous profitons de l'occasion pour condamner la « tentation » de certains membres de la direction estampillés UNSA de proposer la mise en place de l'EAS sur ce tronçon de ligne, comme ils comptaient le faire avant le coup de force de la Cgt et la décision du Conseil Régional de maintenir fermement un ASCT au minimum à bord de chaque train.

Qu'ils sachent tout de même que s'ils s'aventurent sur cette pente glissante, ils auraient la responsabilité d'un conflit majeur sur l'établissement. ...

Messieurs, Dames de la direction, Il est temps maintenant d'écouter et de mettre en œuvre les propositions de la Cgt.

La politique que vous menez a deux conséquences directes :

- **la dégradation flagrante de nos conditions de travail et de transport de nos usagers**
- **l'effondrement de la régularité sur le réseau TER PACA, et donc une dégradation du plan de transport qui concourt à l'exaspération des usagers**

Le temps est venu de réagir et de prendre en compte les propositions formulées par la Cgt, la période estivale n'a pas encore débuté et vous avez déjà transformé nos gares et nos trains en zone de non droit où il devient risqué de faire son travail.

Les voyageurs sont également loin d'être satisfaits de cette situation d'insécurité constante....

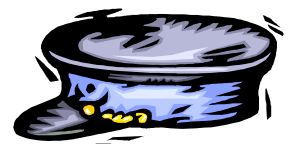
LA CGT NE SE CONTENTE PAS DE CONDAMNER CET ETAT DE FAIT, L'ECHEC DE LA POLITIQUE DE LA DIRECTION EST FLAGRANT, NOUS EXIGEONS QUE LA DIRECTION MESURE L'URGENCE A METTRE EN ŒUVRE NOS PROPOSITIONS :

- 📁 Mis en formation immédiate de 24 ASCT pour, non seulement tenir la production sans piller la LAF, mais également augmenter le nombre d'agents LAF
- 📁 Maintenir l'équipement prévu en ASCT de tous les trains, en particulier sur les trains et périodes sensibles (Exemple: Marseille-Aix titulaire, LAF)
- 📁 La réactivation des réunions sûreté sur l'ECT avec la présence de tous les acteurs (Escale, TER, SUGE, Police,...)





- 📁 Réactivation des filtrages dans les grandes gares (Marseille, Nice, Avignon,...), mais également dans les gares des lignes concernées (Grasse, Aix, Mouans-Sartoux,...) en ciblant des créneaux horaires.
- 📁 Arrêt des dévoiements systématiques et anarchiques qui réduisent la LAF à sa plus simple expression, et favorisent la fraude et l'insécurité
- 📁 Cibler plus précisément les trains ou créneaux horaires sensibles (se servir comme base de travail des rapports agents et déclarations d'AT)
- 📁 Mis à disposition totale des CBORM « juridique placement » pour accompagner les agents agressés à leur retour et les équipes LAF
- 📁 Organiser une Table ronde sureté sur la région PACA avec tous les établissements concernés (ECT, EEX, Traction, SUGE) avec un réel contenu et non pas une simple rencontre sans décision
- 📁 Multiplier les missions de lutte contre la fraude en coopération avec les forces de l'ordre
- 📁 Créer dans l'est de la région PACA un PC Suge décentralisé avec un numéro d'appel direct, de manière à accroître la réactivité et la coordination avec les forces de l'ordre territoriales
- 📁 Augmenter le volume d'agents de la SUGE pour qu'ils puissent mener d'avantage de missions à bord des trains avec les effectifs prévus (4 agents par train)
- 📁 Priorité donnée à la SUGE pour accompagner les trains sensibles avec les effectifs nécessaires, et coordonner la sécurité en gare avec d'autres polices
- 📁 Prioriser la réalisation des formations juridiques placement, et dégager les moniteurs sureté de la production dans toutes les UO
- 📁 Mener une intense campagne de communication à l'endroit des usagers sur les missions des agents SNCF et des risques encourus à les prendre à partie
- 📁 Intensifier les relations avec les associations agissant sur les zones desservies par les lignes SNCF (exemple de Ranguin)
- 📁 Ré-humaniser les gares desservies par nos lignes en employant des jeunes issus de ces quartiers défavorisés. Le train doit être vécu comme un formidable moyen de déplacement mais également comme un vecteur de développement social.
- 📁 Faire évoluer l'accord agression, avec le remboursement des franchises payées par l'agent dans son parcours de soin suite à une agression, mais également la prise en compte de notion de rechute psychologique suite à une agression.



COMPTE RENDU RDV DIALOGUE SOCIAL :

Lors de ces deux derniers jours (27 et 28 avril) se sont tenues successivement deux réunions avec la direction (Roulements été 2009 et audience sureté).

Au cours de la première rencontre sur la charge de travail, la délégation Cgt (composée de CUSIMANO Pascal, CINTOLESI Bernard, CARON Patrick et ALBIN Michaël), a en préambule de celle-ci secouer les dirigeants présents, dont le directeur régional du TER, afin qu'ils assument leurs responsabilités dans cet état catastrophique de la sureté.

Les réponses apportées, entre autre par DTER frôlèrent la caricature et la provocation.

Dès le lendemain, la délégation Cgt (INGARAMO Yves, MARCEROU Martial et ALBIN Michaël) a défendu des propositions réalistes et concrètes pour revenir à un état de droit et de sureté à bord de nos trains et dans nos gares.

Là encore, la direction de l'établissement n'a pas suivi les propositions de la Cgt. C'est un « DET boitillant » qui s'est contenté de peaufiner des mesures curatrices suite aux agressions mais en aucun cas de mettre en œuvre de véritables solutions préventives.

En effet, toutes les propositions Cgt sont plus onéreuses que les demi-décisions de la direction. Celle-ci ne fait qu'éluider les problèmes en espérant qu'un drame ne vienne pas sanctionner leur politique irresponsable.

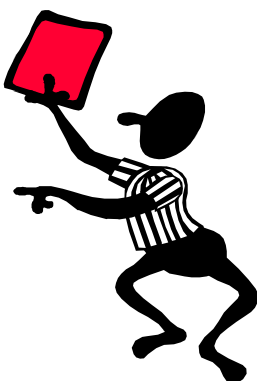
Or, il est urgent que la direction change de braquet dans lutte contre la fraude et le maintien de la sécurité.

La question des moyens est incontournable, or la direction utilise comme principale variable d'ajustement, l'emploi, pour palier à ses erreurs et au désengagement de l'Etat.

Car nous leur rappelons également qu'un employeur doit garantir l'intégrité physique et morale de ses salariés.

Une véritable ronde sureté avec tous les établissements doit se tenir rapidement avec des annonces satisfaisantes !

En tout état de cause, la Cgt en accord avec les agents de l'ECT de Marseille prendra ses responsabilités pour faire entendre leurs exigences.



La Cgt